

## RÉPUBLIQUE DE CHINE (TAIWAN)

*Bien que signataire de la Déclaration de Paris, la participation de Taiwan à l'enquête de Paris de 2006 sur le suivi a été limitée, avec une seule entrée (Burkina Faso). Du fait de ce champ d'application restreint, les résultats ne peuvent être considérés comme représentatifs et ne sont donc pas rapportés.*

### 1) VOLUME DE L'AIDE

#### 1.1. Performances actuelles/récentes en termes de volume

	2006	en % du RNB
<b>Décaissements nets d'APD</b>	513,0	0,14 %

Source : base de données OCDE/CAD, tableau 1.

En 2006, l'APD nette de Taiwan s'est élevée à 513 millions de USD, soit une hausse de 22 % par rapport aux 421 millions de USD de 2004. Pour 2006, cela représentait 0,14 % du RNB taïwanais.

#### 1.2. Volume prévu à l'avenir

Taiwan ne possède pas de stratégie/plan officiel pour modifier ses niveaux d'APD dans les années à venir. Ce pays a toutefois récemment affirmé qu'il « *existait une marge de croissance pour le financement public* » (ICDF 2007a, p. 53), laissant donc entendre qu'il prévoyait d'accroître son aide dans les années à venir.

### 2) ORGANISMES / MÉCANISMES CLÉS

#### 2.1 Structures et organismes bilatéraux

*Ministère des affaires étrangères (MAE)*

Le Ministère des affaires étrangères est chargé de la politique étrangère. L'aide joue un rôle important dans les efforts taïwanais pour obtenir la reconnaissance diplomatique d'autres pays, en dépit de la politique chinoise défendant une « seule Chine ». Le Fonds international de coopération et de développement (ICDF en anglais) relève du MAE.

*Fonds international de coopération et de développement (ICDF 2007a et 2007b)*

Le Fonds international de coopération et de développement (ICDF) est chargé du programme d'aide taïwanais. Fondé en 1996, son but général est de « *partager l'expérience taïwanaise de la croissance et des opportunités pour faire du monde un lieu de vie plus sûr, plus prospère et plus inclusif* ». Le Conseil de l'ICDF se compose de 13 Directeurs, dont le Président (Ministre des affaires étrangères), la Banque centrale, le Ministère des affaires économiques, des groupes industriels et commerciaux nationaux, ainsi que des universités. L'ICDF possède ses propres ressources, mais il met également en œuvre des projets pour le compte d'autres

organismes publics, y compris le MAE et le Bureau du commerce extérieur. En outre, le Fonds est mandaté par le MAE pour gérer 34 missions techniques et médicales dans 29 pays.

*Banque import-export de Taiwan (EXIM, non daté)*

La Banque EXIM de Taiwan assure les services standard d'une banque d'import-export : assurance à l'exportation, services de crédit, services de garantie et facilités de rétrocession de prêts. Elle appartient intégralement au Gouvernement taïwanais. Il reste à déterminer le volume des crédits à l'exportation de Taiwan qui remplit les critères de l'APD telle que définie par le Comité d'aide au développement de l'OCDE.

*Taiwan International Health Action (IHA Taiwan 2006)*

Créée récemment (2006), l'organisation *Taiwan International Health Action* (IHA) illustre bien la manière dont Taiwan cherche à coopérer avec les institutions multilatérales et les ONG, afin d'esquiver les difficultés rencontrées par la voie bilatérale standard. Rassemblant les ressources de plusieurs ministères gouvernementaux et du secteur privé, cette organisation vise à se consacrer aux « soins médicaux sans frontières » et à accroître sa reconnaissance diplomatique, ainsi que sa position internationale.

*Fonds d'intervention d'urgence*

En février 2006, l'ICDF et l'ONG américaine Mercy Corps ont établi le Fonds d'intervention d'urgence, afin d'aider Taiwan à décaisser rapidement de l'aide à des fins humanitaires (Mercy Corps facilite le décaissement). Avec une contribution initiale de 500 000 USD apportée par chaque organisation pour la création du Fonds, les premiers décaissements ont été destinés aux réfugiés du conflit sri lankais en 2006 (ICDF 2007a, p. 47).

## **2.2 Politiques et législation clés**

Il n'existe pas de document unique décrivant les politiques d'aide taïwanaises. Le Rapport semestriel de politique étrangère du MAE et le Rapport annuel de l'ICDF constituent les meilleures sources d'information à ce sujet.

*Rapport de politique étrangère (MAE 2007)*

Ce rapport affirme que l'aide extérieure fait partie intégrante des objectifs diplomatiques de Taiwan : « *promouvoir les intérêts mutuels et la prospérité a toujours formé partie de nos objectifs diplomatiques* ». Le dernier rapport (octobre 2007) déclare également que « *par la coopération, Taiwan vise à aider ses alliés, à leur faire comprendre que Taiwan est réellement leur ami* ».

*Rapport annuel de l'ICDF (ICDF 2006, 2007a)*

Le rapport annuel 2006 de l'ICDF établit les priorités de l'aide taïwanaise :

- favoriser les intérêts diplomatiques taïwanais ;
- suivre les meilleures pratiques internationales, telles que les OMD ;
- s'agissant d'un pays ayant accédé récemment au développement, aider les autres pays à trouver leurs propres voies de développement, en mettant donc l'accent sur la participation et l'adaptation des ressources aux besoins de chacun de ses pays partenaires.

Le rapport annuel 2005 de l'ICDF (p. 64-65) décrit une vision de l'aide taïwanaise fondée sur 5 objectifs : (i) élargir les partenariats de coopération, (ii) renforcer le rôle du secteur privé taïwanais, (iii) accroître le dialogue avec le public, (iv) établir une base de connaissances en coopération internationale, et (v) élaborer une plate-forme intégrée pour les ressources d'aide extérieure.

### 3) PAYS BÉNÉFICIAIRES ET CRITÈRES D'ALLOCATION

#### 3.1. Pays bénéficiaires

Les autorités taïwanaises ne donnent pas de répartition géographique de l'APD. Le CAD rapporte toutefois que ce pays s'est concentré sur l'Afrique, suivie de l'Amérique latine, des Caraïbes, de l'Asie centrale et du Sud-est et du Pacifique (CAD 2007, p. 105). Le tableau ci-dessous révèle la distribution des différents types d'aide/secteurs dans lesquels Taiwan intervient. Le total des différents types d'aide n'est pas disponible, tandis qu'il convient de rappeler que ces dépenses ne peuvent pas toutes être qualifiées d'APD (par ex. les « projets bancaires et de financement » comprennent une souscription au capital-actions par l'ICDF).

	Projets bancaires et de financement*	Dépenses liées aux missions à l'étranger et aux projets	Dépenses en assistance technique	Assistance humanitaire internationale
Amérique latine et Caraïbes	61 %	41 %	42 %	24 %
Asie-Pacifique	28 %	15 %	34 %	59 %
Afrique	13 %	42 %	24 %	17 %
Europe	8 %	-	-	-

Source : ICDF (2007a) ; les données sont pour 2006, sauf pour la colonne Projets bancaires et de financement, qui couvre les données globales pour le total des prêts concédés depuis la naissance de l'ICDF en 1996.

\*Inclut les souscriptions au capital-actions.

Pays recevant l'aide taïwanaise :

<u>Afrique (5)</u>	Burkina Faso*, São Tomé et Príncipe *, Gambie*, Swaziland*
<u>Asie (y compris Moyen-Orient) (13)</u>	Azerbaïdjan, Cambodge, Inde, Indonésie, Kirghizstan, Mongolie, Myanmar, Sri Lanka, Tadjikistan, Thaïlande, Vietnam, Bahreïn, Arabie Saoudite
<u>Pacifique (9)</u>	Tuvalu*, îles Salomon*, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Kiribati*, Philippines, Fidji, îles Marshall *, Nauru, Palau*
<u>Amérique latine et Caraïbes (14)</u>	Chili, Équateur, Paraguay*, Pérou, Panama*, Belize*, El Salvador*, Honduras*, Nicaragua*, Guatemala*, Haïti*, République dominicaine*, Saint-Vincent -et- Grenadines*, Saint- Christophe-et-Nevis*
<u>Europe (6)</u>	Lituanie, Bulgarie, Géorgie, Roumanie, Biélorussie, Moldavie

Source : site Internet de l'ICDF ([www.icdf.org.tw](http://www.icdf.org.tw)) et ICDF (2007a).

\*Pays en relations diplomatiques avec Taiwan.

L'ICDF possède des programmes d'aide dans 47 pays (voir le tableau ci-dessus). Dans les pays où Taiwan n'est pas officiellement reconnu (le Costa Rica a rompu ses liens diplomatiques avec Taiwan en juin 2007 et le Malawi en janvier 2008), ce pays compte désormais 23 « alliés ». L'aide taïwanaise est souvent décaissée par le biais de projets cofinancés/canalisés avec/à travers les ONG et institutions multilatérales (voir aussi la section 4.3). En outre, Taiwan tente de canaliser son aide vers le Tibet par le biais de sa fondation d'échange Taiwan-Tibet (par ex. les programmes d'aide dans la province indienne d'Orissa pour les réfugiés tibétains).

### **3.2. Critères d'allocation**

#### **3.2.1. Critères de présélection**

Les critères de présélection taïwanais sont fortement influencés par les efforts entrepris par ce pays pour établir des relations diplomatiques avec l'étranger. Les statuts de l'ICDF (ICDF 2007c) affirment que le Fonds ne peut prêter assistance technique et coopération qu'aux pays suivants :

- *pays amis ou en développement qui*
  - *ont des relations diplomatiques avec la République de Chine (RC) ;*
  - *n'ont pas de relations diplomatiques avec la RC, mais qui souhaitent coopérer avec cette dernière au développement économique et améliorer substantiellement les relations ;*
- *toute organisation non gouvernementale désignée par les pays amis ou en développement cités au point précédent ;*
- *organisations ou organismes internationaux, ou bien toute organisation ou personne morale désignée par ces derniers.*

Les pays alliés reçoivent le gros de l'aide taïwanaise, mais Taiwan prête aussi assistance à des États « non alliés ». Ce pays n'a pas pour politique d'aider uniquement les PFR ou les PMD, bien qu'en principe ces pays bénéficient de la majeure partie de l'aide taïwanaise.

#### **3.2.2. Critères d'allocation**

On ne connaît pas clairement les critères exacts d'allocation d'aide aux pays bénéficiaires. En fonction des avantages diplomatiques impliqués, l'aide peut être (ré)attribuée aux pays/régions afin de consolider ces gains. Par exemple, le rapport annuel 2006 de l'ICDF, encouragé par le succès des missions médicales mobiles (MMM) de Taiwan dans le Pacifique sud, indique que le MAE lui a confié la tâche d'intensifier les efforts de coopération relatifs à cette région.

## **4) POLITIQUES D'AIDE**

### **4.1. Concessionnalité**

Une part considérable de l'APD taïwanaise est fournie sous forme de dons (dans une proportion inconnue) et une autre sous forme de prêts (mais les niveaux de concessionnalité ne sont pas publiquement disponibles).

Selon les PPTE, le Tchad (qui reconnaissait auparavant Taiwan) et São Tomé et Príncipe reçoivent l'aide taïwanaise intégralement sous forme de dons.

#### 4.2. Types d'aide

Taiwan concède prêter relativement peu d'appui budgétaire ou à la balance des paiements, son aide bilatérale prenant la forme d'assistance technique et de projets. São Tomé et Príncipe a toutefois déclaré avoir reçu un appui budgétaire.

Taiwan n'est pas membre du Club de Paris et n'a pas offert d'allègement de la dette aux Pays pauvres très endettés (PPTE). Alléger intégralement la dette des PPTE coûterait à Taiwan approximativement 300 millions de USD, soit environ 9 pour cent de l'allègement total de la dette attendu des créanciers non membres du Club de Paris au titre de l'Initiative PPTE (IDA et FMI 2007, p. 4-5).

Ayant apporté historiquement beaucoup d'assistance technique aux pays en développement, la politique taïwanaise d'AT doit être conçue pour répondre aux besoins des pays partenaires (ICDF 2007c). L'ICDF mène plusieurs missions d'AT à l'étranger, notamment les Missions médicales mobiles (MMM) et le Programme de service des jeunes à l'étranger. En ce qui concerne l'opinion des PPTE concernant le degré d'alignement de l'AT sur les priorités des pays, la Gambie et São Tomé et Príncipe signalent d'importants niveaux d'initiative des pays. Les PPTE jugent moins probants ses acquis en termes de renforcement des capacités, la Gambie étant le seul pays qui estime que plus de 50 % de l'AT taïwanaise renforce efficacement les capacités.

#### 4.3. Canaux d'assistance

Le CAD de l'OCDE rapporte que le gros de l'APD taïwanaise passe par des voies bilatérales (CAD 2007, p. 105). Parmi les PPTE, le Malawi, le Nicaragua et São Tomé et Príncipe affirment que l'aide est presque intégralement inscrite au budget, bien que d'autres pays signalent qu'une partie de cette aide est hors budget pour certains projets.

N'étant membre d'aucune organisation internationale d'importance, l'État de Taiwan n'effectue pas de contributions officielles. Tel qu'indiqué précédemment, ce pays a développé des moyens innovants d'apporter de l'aide à travers ou avec les ONG et les institutions multilatérales.

#### 4.4. Secteurs et projets

Taiwan oriente son aide vers les secteurs dans lesquels il a progressé de façon accélérée au cours des récentes décennies : agrobusiness, développement des PME, technologies de l'information et de la communication (TIC) et santé. Appréciant particulièrement l'intégration des secteurs productifs et des TIC, les PPTE signalent que dans la plupart des pays l'aide taïwanaise est destinée aux secteurs et projets prioritaires (meilleures pratiques à près de 100 % pour São Tomé et Príncipe).

#### 4.5. Flexibilité

La documentation publiquement disponible n'aborde pas du tout l'appui budgétaire/BdP. Toutefois, les PPTE (particulièrement São Tomé et Príncipe à 30-40 %, mais aussi le Nicaragua et la Gambie) signalent que Taiwan s'est montré flexible en contribuant au recouvrement des déficits.

#### **4.6. Prévisibilité**

Le Rapport du CAD sur la coopération au développement signale que l'ICDF opère dans le cadre d'un programme triennal à reconduire, tandis que le Conseil de l'ICDF approuve chaque année des « stratégies de coopération internationale à moyen terme et des projets centraux » pour les trois années suivantes. Cependant, les programmes d'AT de l'ICDE, qui sont gérés via les ambassades taiwanaises ou leurs antennes de représentation, travaillent dans un cadre annuel (ICDF 2007c). Les PPTE font état d'une division similaire, le Nicaragua et São Tomé et Príncipe estimant qu'environ les deux tiers des engagements taiwanais sont formulés de façon pluriannuelle.

En outre, les PPTE signalent que l'aide taiwanaise est largement décaissée dans les délais de l'année budgétaire prévue (pratiquement à 100 % en Gambie et à plus de 75 % dans d'autres pays).

#### **4.7. Conditionnalité**

Hormis maintenir des relations diplomatiques et soutenir le pays lors des votes aux Nations Unies, Taiwan n'impose pas de conditions économiques ni politiques. Les PPTE ne connaissent donc pas de retards liés à la conditionnalité.

#### **4.8. Dialogue politique**

Taiwan ne participe pas au dialogue de politique macroéconomique ou sectorielle, tandis que les PPTE ne jugent pas ce pays très actif dans le dialogue politique. Ces derniers signalent également qu'aucune décision relative aux engagements ou aux décaissements d'aide n'est liée à celles des IBW.

### **5) PROCÉDURES D'AIDE**

#### **5.1 Conditions préalables**

Selon les PPTE, Taiwan impose très peu de conditions préalables, spécialement en Gambie, où il n'exige qu'un avis juridique. Il établit parfois des UEP, mais préfère les intégrer rapidement aux structures nationales. En outre, Taiwan exige très peu de fonds de contrepartie (aucun en Gambie et à São Tomé et Príncipe). Globalement, les PPTE estiment que les conditions préalables de Taiwan ne sont pas lourdes et qu'elles ne provoquent pratiquement aucun retard dans l'exécution des projets en Gambie, au Malawi et à São Tomé et Príncipe. De plus amples informations sont en cours d'élaboration sur les conditions préalables taiwanaises.

#### **5.2 Méthodes de décaissement**

Selon les PPTE, une partie non négligeable de l'aide taiwanaise est décaissée sous forme d'avances (jusqu'à 75 % ou plus). Les retards liés aux méthodes de décaissement sont donc raisonnables, les meilleures pratiques se trouvant en Gambie, au Malawi et à São Tomé et Príncipe (moins de 3 mois). De plus amples informations sont en cours d'élaboration sur les méthodes de décaissement taiwanaises.

#### **5.3 Procédures de décaissement**

Selon les PPTE, Taiwan utilise assez fréquemment les procédures de gestion des finances publiques des pays bénéficiaires (rapports, comptabilité et audits), la seule évaluation effectuée par Taiwan étant en Gambie, au Malawi et à São Tomé et

Principe. De plus amples informations sont en cours d'élaboration sur les procédures de décaissement de Taiwan.

#### **5.4 Procédures de passation de marchés**

L'ICDF conserve un pouvoir discrétionnaire important dans la sélection des fournisseurs, tandis que l'aide taïwanaise reste majoritairement liée (sauf l'appui budgétaire) ou est exécutée par des organisations ou fournisseurs issus de pays alliés ou d'ONG de cofinancement. La plupart des PPTE signalent que l'aide taïwanaise est presque entièrement liée, tandis que le Nicaragua ou São Tomé et Príncipe rapportent un niveau élevé d'aide non liée (75 %). Les retards liés aux procédures de passation de marchés sont en moyenne maintenus sous contrôle. Parmi les PPTE, les meilleures pratiques sont signalées en Gambie et à São Tomé et Príncipe, où les retards sont en général inférieurs à 3 mois. De plus amples informations sont en cours d'élaboration sur les procédures taïwanaises de passation de marchés.

#### **5.5 Coordination**

En partie en raison de ses difficultés pour établir des relations officielles avec d'autres pays et pour devenir membre d'organisations internationales, Taiwan est l'un des donateurs les plus avancés en matière de coordination. Deux des cinq piliers de la vision de l'ICDF sont fortement liés à la coopération avec d'autres organismes d'aide.

En 2006, l'ICDF a ainsi cofinancé des projets avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), la Banque centroaméricaine d'intégration économique (BCIE), la Banque asiatique de développement (BAsD) et la Banque interaméricaine de développement (BID). Dans ces projets, les pays bénéficiaires n'ont souvent aucune relation diplomatique avec Taiwan. De même, l'ICDF travaille avec des ONG internationales, notamment Mercy Corps (fonds d'urgence mondial), Food for the Poor (au Honduras), ActionAid (Gambie) et World Vision (Honduras). Enfin, Taiwan a coopéré avec des donateurs du CAD tels que le Canada (au Honduras) et l'Allemagne (au Nicaragua).

Par ailleurs, dans la plupart des pays, Taiwan mène très peu de missions ou de rapports analytiques en commun, bien que ce pays participe parfois à des structures de coordination d'aide.

#### **Principales sources** *(toutes les sources Internet ont été consultées le 3 avril 2008)*

CAD (2007) « Policies and Efforts of Bilateral Donors », chapitre 4 du Rapport 2006 du CAD de l'OCDE sur le développement, OCDE/CAD, Paris, consulté sur <http://caliban.sourceoecd.org/pdf/dac06/04.pdf>

EXIM (non daté) « Bank Services », consulté sur <http://www.eximbank.com.tw/english/>

IDA and IMF (2007) « Enhanced Heavily Indebted Poor Countries (HIPC) Initiative Status of Non-Paris Club Official Bilateral Creditor Participation », préparé par les services de l'IDA et du FMI, 10 septembre 2007, consulté sur <http://siteresources.worldbank.org/INTDEBTDEPT/ProgressReports/21501026/HIPCProgressReportNPC20070910.pdf>

ICDF (2006) « 2005 Annual Report », consulté sur  
[www.icdf.org.tw/English/e\\_pub\\_anual\\_contect.asp?pid=160](http://www.icdf.org.tw/English/e_pub_anual_contect.asp?pid=160)

ICDF (2007a) « 2006 Annual Report », consulté sur  
[www.icdf.org.tw/English/e\\_pub\\_anual\\_contect.asp?pid=163](http://www.icdf.org.tw/English/e_pub_anual_contect.asp?pid=163)

ICDF (2007b) « TaiwanICDF History – Background », consulté sur  
[www.icdf.org.tw/English/e\\_about\\_bg.asp](http://www.icdf.org.tw/English/e_about_bg.asp)

ICDF (2007c) « Regulations Governing the Fund/Technical Assistance and  
Cooperation », consulté sur [www.icdf.org.tw/english/e\\_about\\_law1.asp?type=2](http://www.icdf.org.tw/english/e_about_law1.asp?type=2)

MOFA (2007) « Foreign Policy Report, 6th Congress of the Legislative Yuan, 6th  
Session », 1<sup>er</sup> octobre 2007, consulté sur  
[www.mofa.gov.tw/webapp/ct.asp?xItem=27615&ctNode=1027&mp=6](http://www.mofa.gov.tw/webapp/ct.asp?xItem=27615&ctNode=1027&mp=6)

Taiwan IHA (2006) « Vision and Projections », consulté sur  
[www.taiwaniha.org/eaboutus.html](http://www.taiwaniha.org/eaboutus.html)